

États financiers consolidés résumés du

GROUPE CGI INC.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010
(non audités)

États consolidés résumés du résultat

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

	2011	2010
	\$	\$
Produits	1 032 139	1 093 715
Charges opérationnelles		
Coûts des services et frais de vente et d'administration	893 298	938 641
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration	-	2 185
Charges financières	5 286	5 824
Produits financiers	(457)	(544)
Autres produits	(5 646)	-
(Gain) perte de change	(1 105)	259
Quote-part du résultat net de la coentreprise	(3 996)	(3 377)
	887 380	942 988
Résultat avant impôt sur le résultat	144 759	150 727
Charge d'impôt sur le résultat	38 216	24 070
Résultat net	106 543	126 657
Résultat par action (note 7c))		
Résultat de base par action	0,41	0,47
Résultat dilué par action	0,40	0,45

États consolidés résumés du résultat global

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	2011	2010
	\$	\$
Résultat net	106 543	126 657
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	(46 045)	(61 372)
Gains nets non réalisés découlant de la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture des investissements nets des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	15 814	28 271
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	(9 919)	(225)
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	(513)	337
Autres éléments du résultat global	(40 663)	(32 989)
Résultat global	65 880	93 668

Bilans consolidés résumés

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Au 31 décembre 2011	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	57 359	136 211	108 529
Placements courants	6 549	10 166	13 196
Créances clients	517 245	490 484	426 241
Travaux en cours	407 170	391 066	357 666
Charges payées d'avance et autres actifs courants	98 912	100 407	69 198
Impôt sur le résultat	3 088	4 252	7 169
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	1 090 323	1 132 586	981 999
Fonds détenus pour des clients	269 769	247 622	248 695
Total des actifs courants	1 360 092	1 380 208	1 230 694
Immobilisations corporelles	250 072	249 901	236 632
Coûts liés à des contrats	106 155	107 242	133 109
Immobilisations incorporelles	284 023	292 133	369 036
Autres actifs non courants	62 301	55 593	41 623
Actifs d'impôt différé	15 011	9 882	22 888
Participation dans une coentreprise (note 10)	-	26 373	22 814
Goodwill (note 5)	2 501 162	2 536 022	2 525 413
	4 578 816	4 657 354	4 582 209
Passif			
Passifs courants			
Découvert bancaire (note 4)	-	75 538	-
Fournisseurs et autres créditeurs	327 057	303 641	297 801
Rémunération à payer	140 073	183 842	185 651
Produits différés	162 692	152 938	143 302
Impôt sur le résultat	56 886	51 822	85 534
Provisions courantes	9 396	12 125	10 998
Tranche courante de la dette à long terme	40 695	896 012	114 577
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	736 799	1 675 918	837 863
Obligations liées aux fonds des clients	267 356	244 660	248 695
Total des passifs courants	1 004 155	1 920 578	1 086 558
Passifs d'impôt différé	155 059	149 394	188 860
Provisions non courantes	25 837	27 672	9 265
Tranche non courante de la dette à long terme	917 813	109 669	1 039 299
Autres passifs non courants	122 683	100 810	108 992
	2 225 547	2 308 123	2 432 974
Capitaux propres			
Résultats non distribués	1 117 521	1 057 599	845 290
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	(26 091)	14 572	14 469
Capital-actions (note 7a))	1 165 165	1 178 559	1 195 069
Surplus d'apport	96 674	98 501	94 407
	2 353 269	2 349 231	2 149 235
	4 578 816	4 657 354	4 582 209

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2011	1 178 559	98 501	14 572	1 057 599	2 349 231
Résultat net pour la période	-	-	-	106 543	106 543
Autres éléments du résultat global	-	-	(40 663)	-	(40 663)
	1 178 559	98 501	(26 091)	1 164 142	2 415 111
Charge au titre des paiements fondés sur des actions	-	2 492	-	-	2 492
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	(431)	-	-	(431)
Exercice d'options sur actions (note 7a))	16 536	(3 941)	-	-	12 595
Rachat d'actions subalternes classe A (note 7a))	(16 796)	-	-	(46 621)	(63 417)
Achat d'actions subalternes classe A et détenues en fiducie (note 7a))	(14 252)	-	-	-	(14 252)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 7a))	1 118	53	-	-	1 171
Solde au 31 décembre 2011	1 165 165	96 674	(26 091)	1 117 521	2 353 269

	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	1 195 069	94 407	14 469	845 290	2 149 235
Résultat net pour la période	-	-	-	126 657	126 657
Autres éléments du résultat global	-	-	(32 989)	-	(32 989)
	1 195 069	94 407	(18 520)	971 947	2 242 903
Charge au titre des paiements fondés sur des actions	-	5 412	-	-	5 412
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	1 417	-	-	1 417
Exercice d'options sur actions	18 992	(3,586)	-	-	15 406
Rachat d'actions subalternes classe A	(24 032)	-	-	(56 974)	(81 006)
Achat d'actions subalternes classe A et détenues en fiducie	(2 566)	-	-	-	(2 566)
Solde au 31 décembre 2010	1 187 463	97 650	(18 520)	914 973	2 181 566

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	2011	2010
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Résultat net	106 543	126 657
Ajustements pour :		
Amortissement (note 8)	50 348	53 011
Quote-part du résultat net de la coentreprise	(3 996)	(3 377)
Charge d'impôt différé	6 520	8 683
Perte de change	203	236
Charges des paiements fondés sur des actions	2 492	5 412
Gain découlant de la cession de la participation dans une coentreprise (note 10)	(2 981)	-
Dividende reçu de la coentreprise	7 350	4 900
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(17 765)	(97 673)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	148 714	97 849
Activités d'investissement		
Variation nette des placements courants	2 683	714
Produits tirés de la vente d'entreprise	458	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(11 998)	(16 801)
Addition de coûts liés à des contrats	(7 960)	(11 646)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(9 013)	(6 044)
Acquisition d'autres actifs non courants	(245)	-
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(26 075)	(33 777)
Activités de financement		
Variation nette des facilités de crédit	(541 415)	(34 300)
Augmentation de la dette à long terme	490 382	-
Remboursement de la dette à long terme	(8 961)	(7 441)
Achat d'actions subalternes classe A et détenues en fiducie (note 7a))	(14 252)	(2 566)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie	1 171	-
Rachat d'actions subalternes classe A (note 7a))	(63 417)	(81 006)
Émission d'actions subalternes classe A	12 763	15 793
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(123 729)	(109 520)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 224)	232
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie déduction faite du découvert bancaire	(3 314)	(45 216)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de la période	60 673	108 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 4)	57 359	63 313
Les montants suivants sont classés dans les activités opérationnelles :		
Intérêts payés	3 395	3 514
Intérêts reçus	518	544
Impôt sur le résultat payé	23 819	72 721

OPÉRATIONS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

Les principales opérations sans effet sur la trésorerie étaient constituées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles acquises totalisant 20 372 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011 (15 775 000 \$ pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010).

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des processus d'affaires (« impartition »), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de licences d'utilisation de logiciels. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), et ses actions sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1130, rue Sherbrooke Ouest, 7^e étage, Montréal (Québec) H3A 2M8, Canada.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés représentent les premiers états financiers de la Société préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). L'information financière a été préparée selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. De plus, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les méthodes comptables que la Société compte adopter pour ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 30 septembre 2012, lesquelles sont décrites à la note 3, « Sommaire des principales méthodes comptables ». Ces méthodes comptables sont fondées sur les IFRS et les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, seront en vigueur à ce moment-là. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, qui ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Toutefois, les PCGR du Canada diffèrent à certains égards des IFRS. Les chiffres comparatifs présentés ont été traités afin de tenir compte de ces ajustements. Les rapprochements et les descriptions découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS relatifs aux capitaux propres, au résultat net, au résultat global, aux flux de trésorerie et aux bilans consolidés sont expliqués à la note 13, « Transition aux IFRS ». De plus, certaines informations devant figurer dans les états financiers annuels consolidés préparés selon les IFRS qui ne figuraient pas dans les plus récents états financiers annuels consolidés de la Société se trouvent dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires à la note 14, « Informations annuelles supplémentaires selon les IFRS ».

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 1 février 2012.

3. Sommaire des principales méthodes comptables

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés. La participation dans une coentreprise était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui a trait à certains actifs et passifs financiers, qui ont été évalués à la juste valeur comme décrit ci-après.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations et de jugements, les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces jugements. Les estimations et les jugements importants visent la répartition du prix d'acquisition des regroupements d'entreprises, l'impôt sur le résultat, les éventualités et les provisions, la comptabilisation des produits, les paiements fondés sur des actions, les crédits d'impôt à l'investissement et autres programmes gouvernementaux, ainsi que la dépréciation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill. Une description des estimations et jugements importants figure dans les rubriques respectives des notes des états financiers consolidés.

COMPTABILISATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS DIFFÉRÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires, tel qu'indiqué à la note 1.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. La Société comptabilise les produits lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : il apparaît clairement qu'il existe un accord; il est possible d'évaluer de façon fiable le montant des produits et des charges connexes; il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société; le degré d'avancement des travaux peut être mesuré de façon fiable lorsque des services sont fournis; les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés aux clients, dont notamment le contrôle effectif, lorsque des biens sont vendus. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des remises, rabais pour quantités et taxes de vente connexes.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des clauses d'acceptation par le client. Chaque clause est étudiée pour déterminer si le processus de génération du profit est complété lorsque le service est rendu. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les produits à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les clauses d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les produits tirés d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable que les bénéfices résultant de ces accords généreront la valeur sur laquelle la comptabilisation des produits repose.

Les produits tirés de la vente de biens de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels ou de matériel informatique ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de la transaction et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'agent entre le client et le tiers fournisseur. Plusieurs facteurs sont généralement à considérer pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'agent, à savoir si la Société est le principal obligé du client, si elle ajoute une valeur significative au bien ou au service du fournisseur ou si elle assume des risques de livraison et de crédit.

Les provisions pour pertes estimatives au titre d'un contrat sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COMPTABILISATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS DIFFÉRÉS (SUITE)

Accords comprenant des éléments multiples

Les accords de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services et biens, lesquels sont décrits ci-dessous. Dans le cadre d'un accord visant la prestation d'éléments multiples, la valeur totale de l'accord est répartie à chaque élément identifiable séparément en fonction de leur prix de vente relatif. Un élément est considéré comme étant identifiable séparément s'il a une valeur en soi pour le client. Pour évaluer si un accord visant la prestation d'éléments multiples contient des éléments identifiables séparément, la direction doit exercer son jugement. Lorsqu'elle fait l'estimation du prix de vente, la Société privilégie l'utilisation de prix observables qui sont établis au moyen des prix obtenus par la Société pour les mêmes éléments ou pour des éléments semblables. Si les prix observables ne peuvent être obtenus, le prix de vente correspond à la meilleure estimation de ce prix par la Société. La meilleure estimation du prix de vente est le prix auquel la Société s'attend normalement à fournir des services ou des biens et tient compte d'un certain nombre de facteurs internes et externes y compris, sans s'y limiter, les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges. La méthode de comptabilisation des produits appropriée est appliquée à chaque élément identifiable séparément, comme il est mentionné ci-après.

Impartition

Les produits tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires sont en général comptabilisés selon le prix contractuel à mesure que les services sont fournis, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

Intégration de systèmes et services-conseils

Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes sur lesquelles les services sont fournis. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage des produits gagnés. La direction révise régulièrement les estimations sous-jacentes au total des coûts de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, le produit ne doit être comptabilisé qu'à hauteur des coûts engagés qui devraient être recouvrables.

Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels comprennent d'autres services, comme l'implantation, la personnalisation et l'entretien. Dans le cas de ces accords, les produits tirés de licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison s'il a été déterminé que le logiciel est un élément identifiable séparément. Si le logiciel n'est pas considéré comme un élément identifiable séparément, il est combiné aux services d'implantation et de personnalisation et est comptabilisé comme il est indiqué au paragraphe « Intégration de systèmes et de services-conseils » ci-dessus. Les produits tirés des services d'entretien des licences vendues et mises en œuvre sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée de la période d'entretien.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COMPTABILISATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS DIFFÉRÉS (SUITE)

Travaux en cours et produits différés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de produits sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits différés.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements courants dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

PLACEMENTS COURANTS

Les échéances résiduelles des placements courants, lesquels sont composés principalement de dépôts à terme, sont de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition.

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux bénéficiaires des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations courantes et non courantes, et de la trésorerie. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs courants puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai d'un an à partir de la date du bilan consolidé.

Les produits d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés lors de la disposition des obligations sont comptabilisés dans les produits dans la période où les produits sont gagnés, puisque le recouvrement, la garde et le versement de ces fonds sont des facteurs décisifs dans la prestation de ces services.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, y compris celles visées par des contrats de location-financement, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Bâtiments	10 à 40 ans
Aménagements des locaux loués	Durée d'utilité ou durée du bail, selon la moindre des deux
Mobilier, agencements et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou le développement d'un actif qualifié sont capitalisés comme composante du coût de l'actif respectif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition et sont comptabilisés au coût.

Incitatifs

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs sont principalement accordés sous la forme de paiements en trésorerie (incluant l'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition) ou d'émission d'instruments de capitaux propres. Dans le cas d'émission d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimée des instruments à la date de leur octroi.

Coûts de transition

Les coûts de transition comprennent les coûts liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des installations des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les coûts liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages du personnel connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Coûts préalables aux contrats

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés, sauf dans les cas où il est presque certain que les contrats seront octroyés et que les coûts sont directement liés à l'acquisition du contrat.

Amortissement des coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont amortis au fur et à mesure que les services sont fournis. Les coûts de transition et les coûts préalables aux contrats sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, et les incitatifs sont amortis en réduction des produits.

Perte de valeur des coûts liés à des contrats

Lorsqu'il est prévu qu'un contrat ne sera pas rentable, la perte prévue est appliquée initialement à l'encontre des coûts liés à des contrats, et l'excédent est comptabilisé à titre de provision et est classé dans les autres passifs non courants. S'il est prévu que le contrat redevienne rentable à une date ultérieure, la perte de valeur initialement comptabilisée relative aux coûts liés à des contrats devra être renversée. Le renversement de la perte de valeur des coûts liés à des contrats est limité afin que la valeur comptable ne soit supérieure ni à la valeur recouvrable ni à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour les coûts liés à des contrats au cours d'exercices antérieurs.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus.

Amortissement des immobilisations incorporelles

La Société amortit les immobilisations incorporelles selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL

Échéancier des tests de dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill, est examinée pour dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La Société évalue, à chaque date de clôture, si de tels événements ou changements de circonstances ont pu survenir. La valeur comptable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas prêtes à être utilisées et du goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel en date du 30 septembre.

Tests de dépréciation

S'il existe un indice de dépréciation ou si un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle l'actif appartient pour déterminer le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité pour la Société. La Société a en général recours à la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, il faut prendre en compte les transactions récentes sur le marché, si elles sont disponibles. S'il est estimé que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable doit être ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans l'état consolidé du résultat.

Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, l'UGT qui représente, au sein de la Société, le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi par la Société est le niveau du secteur opérationnel (note 5). Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL (SUITE)

Tests de dépréciation (suite)

La valeur d'utilité calculée pour déterminer la valeur recouvrable des UGT auxquelles le goodwill a été affecté comprend des estimations de leur performance financière future sur une période de cinq ans. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des flux de trésorerie opérationnels nets. Pour formuler ces hypothèses, la direction a pris en compte la conjoncture économique actuelle et son incidence sur les taux de croissance et d'actualisation prévus. Pour déterminer le taux d'actualisation appliqué à une UGT, la direction prend en compte, comme point de départ, le coût moyen pondéré du capital et ajuste le taux pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques, du risque lié à la région géographique et de tout autre risque propre à l'UGT. Les projections de flux de trésorerie reflètent les attentes de la direction quant à la performance opérationnelle de l'UGT et aux perspectives de croissance du marché de l'UGT.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur autres que le goodwill, la Société évalue, à chaque date de clôture, s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. S'il existe un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de façon à ce que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable, ni la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours d'exercices antérieurs. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat. Les pertes de valeur comptabilisées pour un goodwill ne peuvent pas être reprises lors de périodes ultérieures.

AUTRES ACTIFS NON COURANT

Les autres actifs non courant sont constitués principalement d'actifs liés aux régimes de rémunération différée, de placements non courants, de contrats à terme, de contrats de maintenance non courants, d'investissements dans des contrats de location-financement et de frais de financement différés. Les placements non courants, lesquels sont composés d'obligations, sont classés comme étant non courants selon les intentions de la direction.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. La Société comptabilise le goodwill à la date d'acquisition comme étant l'excédent du coût de l'acquisition par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations subséquentes de la juste valeur sont portées au coût d'acquisition si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation. Toutes les autres variations ultérieures sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat. Dans tous les cas d'acquisition d'entreprises, la Société comptabilise les résultats des activités des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement (« UAR »).

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés au résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés au résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

CRÉDITS D'IMPÔT

La Société utilise l'approche par le résultat pour la comptabilisation des crédits d'impôt. Selon cette méthode, les crédits d'impôt liés aux charges opérationnelles sont comptabilisés en diminution des charges connexes dans la période au cours de laquelle ces charges sont engagées, dans la mesure où il existe une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses d'investissement sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la Société sur les montants qu'elle s'attend à recouvrer et peuvent faire l'objet d'une vérification par les administrations fiscales.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat est comptabilisé d'après la méthode axée sur le bilan.

L'impôt sur le résultat exigible est comptabilisé relativement aux montants prévus à payer ou à recouvrer selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en fonction des différences temporelles déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui entreront en vigueur pendant l'exercice au cours duquel la Société s'attend à recouvrer ou à régler les différences. Un actif d'impôt différé est généralement comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable, auquel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés directement à l'état du résultat, dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres selon le classement de l'élément auquel ils se rattachent.

Dans le cours des activités de la Société, l'interprétation de réglementations fiscales complexes ainsi que le montant et le calendrier des résultats imposables futurs sont incertains. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Société comptabilise un avantage d'impôt ou réduit un passif d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera dans l'avenir ou lorsque le passif d'impôt n'est plus probable.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions de la Société comprennent principalement les passifs correspondant aux contrats de location des locaux inoccupés par la Société.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux avant impôt courant lorsque l'effet de la valeur temps est significatif. L'augmentation de la provision pour refléter le passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la société mère. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

Soldes et transactions en monnaies étrangères

Les produits, les charges et les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat.

Établissements à l'étranger

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société, les actifs et les passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à titre de gains ou pertes nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Pour les comptes des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de la Société, les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et charges sont convertis aux taux moyens de la période. Les gains et pertes de change de ces établissements à l'étranger sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société maintient un régime d'options sur actions et d'UAR réglées en instruments de capitaux propres qui sont versé à titre de rémunération à des employés et des tiers fournissant des services à la Société.

La juste valeur de ces paiements fondés sur des actions est déterminée à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour les options sur actions, et le cours de clôture des actions subalternes classe A de la Société à la Bourse de Toronto pour les UAR. Le nombre d'options sur actions et d'UAR dont les droits, selon ce qui est à prévoir, seront acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé périodiquement. La juste valeur ajustée pour tenir compte des attentes relativement aux conditions liées au rendement est comptabilisée au résultat comme charge au titre des paiements fondés sur des actions, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits au cours de la période d'acquisition des droits.

Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée par les employés est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options sur actions comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers désignés comme des actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances, de même que les passifs financiers désignés comme autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur et les gains et pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat. Les instruments financiers peuvent être désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net si l'un des critères suivants est respecté : i) l'instrument financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui, autrement, auraient été comptabilisés séparément, ii) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait de l'évaluation de l'actif ou du passif financier ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci selon des bases différentes ou iii) l'actif financier et le passif financier font partie d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers qui est géré et dont la performance s'apprécie sur la base de la juste valeur, selon une gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée. Tous les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes non réalisés, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les produits d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés sur la vente des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a effectué le classement suivant :

Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants (autres que ceux qui sont inclus dans les fonds détenus pour des clients), les dérivés (sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture, comme indiqué à la rubrique « Transactions de couverture ») et le découvert bancaire. De plus, les actifs du régime de rémunération différée ont été désignés par la direction à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de leur comptabilisation initiale, étant donné que ce classement reflète la stratégie d'investissement de la direction.

Prêts et créances

Les créances clients et la trésorerie comprises dans les fonds détenus pour des clients.

Disponibles à la vente

Les obligations courantes et non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants.

Autres passifs

Les fournisseurs et autres créiteurs, la rémunération à payer, la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-financement et les obligations liées aux fonds des clients.

Hiérarchie des justes valeurs

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés au niveau 1, exception faite des dérivés, des placements compris dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants, qui sont classés au niveau 2.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

TRANSACTIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de l'instrument de couverture, la transaction couverte ou l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont la Société appréciera l'efficacité de l'instrument de couverture à compenser, par ses variations de juste valeur, l'exposition aux variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuables au risque couvert. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie et sont appréciées de manière continue afin d'établir si, dans les faits, elles ont été hautement efficaces au cours des périodes financières présentées pour lesquelles elles ont été désignées.

Couverture de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital de certains billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des transactions de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devises.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés au bilan consolidé à leur juste valeur dans les autres actifs non courants, et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte de change découlant de la réévaluation de la partie de la dette désignée est reclassé du résultat aux autres éléments du résultat global. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir la dette à long terme en devise sont amortis à titre d'ajustement de la charge d'intérêts sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, la Société utilise des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché. Les flux de trésorerie liés aux transactions de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme des instruments de couverture d'une partie de l'investissement net de la Société dans ses opérations aux États-Unis et en Europe. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global.

Couverture de flux de trésorerie liés aux produits futurs

La Société a également conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement à des produits futurs en dollars américains, pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs en dollars américains et pour couvrir la variabilité du taux de change entre la roupie indienne et le dollar canadien relativement aux produits futurs en dollars canadiens.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

TRANSACTIONS DE COUVERTURE (SUITE)

Couverture de flux de trésorerie liés aux produits futurs (suite)

Ces couvertures ont été documentées en tant que couverture de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé à titre d'autres actifs courants, d'autres actifs non courants, d'autres créditeurs ou d'autres passifs non courants. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, la Société utilise des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé du résultat. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat global pour être portée à l'état consolidé du résultat à titre d'ajustement des produits au moment de la comptabilisation des produits visés par la transaction de couverture. Les flux de trésorerie liés aux transactions de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La société comptabilise les écarts actuariels du régime d'avantages postérieurs à l'emploi à titre d'autres éléments du résultat global.

MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

- IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.
- IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur des principes existants pour définir le concept de contrôle comme facteur déterminant de la consolidation des comptes d'une entité dans les états financiers consolidés d'une société.
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fournit des indications sur les informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les autres véhicules hors bilan.
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, fournit des indications sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que la définition de la juste valeur et constitue une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'information à fournir.
- IAS 1, *Présentation des états financiers*, a été modifiée pour exiger le regroupement d'éléments au sein de l'état du résultat global qui peuvent être reclassés dans l'état du résultat.
- IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée pour ajuster le calcul de la composante charge financière des régimes à prestations définies et pour améliorer les exigences en matière d'information à fournir.

À l'exception d'IFRS 9, les normes susmentionnées entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2013, et leur application anticipée est autorisée. IFRS 9 sera en vigueur le 1^{er} octobre 2015 et son application anticipée est aussi autorisée. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie et découvert bancaire

	Au 31 décembre 2011	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Trésorerie	36 444	95 643	22 061
Équivalents de trésorerie	20 915	40 568	86 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 359	136 211	108 529
Découvert bancaire	-	(75 538)	-
	57 359	60 673	108 529

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

5. Goodwill

En raison de la modification apportée aux secteurs opérationnels le 1^{er} octobre 2011 (note 11), la Société a réaffecté le goodwill à la nouvelle UGT de l'Inde (présentée sous la rubrique « International ») en se fondant sur la juste valeur relative et, le 1^{er} octobre 2011, a procédé à un test de dépréciation du goodwill relatif aux UGT révisées, qui équivalent aux secteurs opérationnels. Les résultats de ce test n'ont révélé aucune perte de valeur.

Puisque la valeur comptable du goodwill des secteurs opérationnels Inde et Europe et Asie-Pacifique n'est pas importante en regard de la valeur comptable totale du goodwill, ces secteurs opérationnels ont été regroupés pour être présentés sous la rubrique « International ».

La variation du goodwill pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011 se présente comme suit :

	Services d'infrastructure	Canada	États-Unis	International	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2011	202 835	959 035	1 260 712	113 440	2 536 022
Écart de conversion	(624)	-	(26 577)	(7 659)	(34 860)
Solde au 31 décembre 2011	202 211	959 035	1 234 135	105 781	2 501 162

La variation du goodwill pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, incluant l'incidence de la réaffectation du goodwill, se présente comme suit :

	Services d'infrastructure	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2010	202 715	964 085	1 282 773	75 840	2 525 413
Acquisition	-	-	-	656	656
Ajustements liés au coût d'acquisition	-	-	4 376	-	4 376
Cession d'entreprise	-	(5 050)	-	-	(5 050)
Écart de conversion	120	-	10 682	(175)	10 627
Solde au 30 septembre 2011, comme présenté précédemment	202 835	959 035	1 297 831	76 321	2 536 022

Incidence de la réaffectation du goodwill	Services d'infrastructure	Canada	États-Unis	International	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2011, comme présenté précédemment	202 835	959 035	1 297 831	76 321	2 536 022
Réaffectation du goodwill à la nouvelle UGT	-	-	(37 119)	37 119	-
Solde au 1 ^{er} octobre 2011	202 835	959 035	1 260 712	113 440	2 536 022

Hypothèses clés relatives au test de dépréciation du goodwill

Les hypothèses utilisées pour les UGT les plus importantes sont présentées dans le tableau suivant :

Au 1 ^{er} octobre 2011	Services d'infrastructure	Canada	États-Unis
	%	%	%
Hypothèses			
Taux d'actualisation	8,7	7,2	8,9
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0

Au 1 ^{er} octobre 2010	Services d'infrastructure	Canada	É.-U. et Inde
	%	%	%
Hypothèses			
Taux d'actualisation	9,8	8,1	10,4
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

6. Dette à long terme

Le 7 décembre 2011, la Société a renouvelé sa facilité de crédit renouvelable non garantie totalisant 1 500 000 000 \$ pour une période supplémentaire de cinq ans, qui expire en décembre 2016 et qui porte intérêt au taux LIBOR à un mois, majoré d'une marge variable déterminée selon les ratios de levier financier.

De plus, le 15 décembre 2011, la Société a prélevé un montant de 491 008 000 \$ (475 000 000 \$ US) sur le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains. Le placement privé comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine d'une échéance moyenne pondérée de 8,2 ans et portant intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 4,57 %. Le produit du placement privé a permis à la Société de rembourser un montant de 491 008 000 \$ sur sa facilité de crédit à terme renouvelable non garantie.

Au 31 décembre 2011, les soldes en cours de la facilité de crédit renouvelable non garantie et de ce nouveau financement par voie de placement privé totalisaient respectivement 311 889 000 \$ et 483 075 000 \$ (respectivement 859 277 000 \$ et néant au 30 septembre 2011).

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et résultat par action

A) CAPITAL-ACTIONS

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable \$	Nombre	Valeur comptable \$	Nombre	Valeur comptable \$
Solde au 30 septembre 2011	227 055 040	1 131 672	33 608 159	46 887	260 663 199	1 178 559
Rachetées et annulées ¹	(3 360 800)	(16 796)	-	-	(3 360 800)	(16 796)
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions ²	1 447 101	16 536	-	-	1 447 101	16 536
Achetées et détenues en fiducie ³	-	(14 252)	-	-	-	(14 252)
Vente d'actions détenues en fiducie ⁴	-	1 118	-	-	-	1 118
Solde au 31 décembre 2011	225 141 341	1 118 278	33 608 159	46 887	258 749 500	1 165 165

¹ Le 26 janvier 2011, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société permettant le rachat de jusqu'à 23 006 547 actions subalternes classe A. Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2011, la Société a racheté 3 360 800 actions subalternes classe A en contrepartie de 63 417 000 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, de l'ordre de 46 621 000 \$, a été imputé aux résultats non distribués.

² La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 3 941 000 \$ qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé des rémunérations fondées sur des actions liées aux options sur actions exercées au cours de la période.

³ Le fiduciaire, conformément aux modalités du régime d'UAR et d'un contrat de fiducie, a acheté sur le marché libre 761 358 actions subalternes classe A de la Société en contrepartie de 14 252 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2011, 863 866 actions subalternes classe A étaient détenues en fiducie en vertu du régime d'UAR (note 7 b)).

⁴ Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2011, le fiduciaire a vendu 61 504 actions subalternes classe A détenues en fiducie sur le marché libre selon les dispositions du régime d'UAR. L'excédent des produits sur la valeur comptable des actions subalternes classe A, soit 53 000 \$, s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et résultat par action (suite)

B) PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

i) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis de un à quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

	Nombre d'options sur actions
En cours au 30 septembre 2011	24 163 317
Attribuées	2 505 971
Exercées	(1 447 101)
Éteintes	(2 355 014)
En cours au 31 décembre 2011	22 867 173

La juste valeur des options sur actions attribuées au cours de la période et les hypothèses utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre	
	2011	2010
Hypothèses moyennes pondérées		
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	5,23	4,29
Rendement de l'action (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) ¹	27,15	27,11
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,38	1,99
Durée prévue (en années)	5,00	5,00
Prix d'exercice (\$)	19,71	15,49
Cours de l'action (\$)	19,71	15,49

¹ La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue de l'option.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et résultat par action (suite)

B) PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (SUITE)

ii) Unités d'actions liées au rendement

En vertu du régime d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (« participants ») des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

Les actions subalternes classe A achetées dans le cadre du régime d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. La fiducie considérée comme une entité ad hoc est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 7 a)).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2011	164 012
Attribuées ¹	761 358
Éteintes	(61 504)
En cours au 31 décembre 2011	863 866

¹ Les UAR attribuées au cours de la période étaient assorties d'une juste valeur à la date d'attribution de 19,71 \$ par unité.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et résultat par action (suite)

C) RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires de la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2011		2010	
	Résultat net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Résultat par action	Résultat par action
	\$		\$	\$
De base	106 543	259 293 329	0,41	126 657
Options sur actions et UAR dilutives ²		9 620 176		269 903 334
	106 543	268 913 505	0,40	9 081 924
			126 657	278 985 258
				0,45

¹ Les 3 360 800 actions subalternes classe A rachetées et les 863 866 actions subalternes classe A détenues en fiducie au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2011 (respectivement 4 975 500 et 164 012 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2010) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

² Le calcul du résultat dilué par action exclut 2 510 560 options sur actions pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011 (6 568 965 pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010) puisqu'elles étaient antidilutives.

8. Amortissement

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre	
	2011	2010
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	19 421	18 729
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 068	24 986
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	5 849	6 116
Inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration	47 338	49 831
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	2 296	2 764
Amortissement des frais de financement différés (présenté dans les charges financières)	321	321
Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté pour leur montant net à titre de réduction des produits)	393	95
	50 348	53 011

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

9. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 31 décembre 2011	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
(Pertes nettes) gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat cumulé de 973 \$ au 31 décembre 2011 et déduction faite d'une charge d'impôt sur le résultat cumulée de 1 977 \$ au 30 septembre 2011)	(33 770)	12 275	-
Gains nets (pertes nettes) non réalisés découlant de la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'une charge d'impôt sur le résultat cumulée de 1 756 \$ au 31 décembre 2011 et déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat cumulé 1 086 \$ au 30 septembre 2011)	11 119	(4 695)	-
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat cumulé de 3 616 \$ au 31 décembre 2011 et déduction faite d'une charge d'impôt sur le résultat cumulée 1 457 \$ au 30 septembre 2011 et de 5 336 \$ au 1 ^{er} octobre 2010)	(4 647)	5 272	14 469
Pertes actuarielles nettes non réalisées (déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur le résultat cumulé de 217 \$ au 31 décembre 2011 et au 30 septembre 2011)	(632)	(632)	-
Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite d'une charge d'impôt sur le résultat cumulée de 697 \$ au 31 décembre 2011 et de 854 \$ au 30 septembre 2011)	1 839	2 352	-
	(26 091)	14 572	14 469

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011, des gains nets non réalisés de 481 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 86 000 \$), ont été reclassés au résultat net au titre des dérivés qui ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie.

10. Cession d'une coentreprise

Le 29 décembre 2011, la Société a conclu une entente visant la cession de sa participation de 49 % dans Innovaposte Inc. pour une contrepartie de 26 000 000 \$, présentée dans les créances clients. La Société a enregistré un gain sur cession de 2 981 000 \$ présenté dans les autres produits. Par suite de cette transaction, la Société ne détient plus aucune participation dans des coentreprises.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

11. Information sectorielle

Au dernier exercice, la direction examinait les résultats d'exploitation de la Société selon quatre secteurs opérationnels, nommément Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique. Depuis le 1^{er} octobre 2011, en raison de modifications apportées à la structure de présentation de l'information de gestion, la Société gère maintenant cinq secteurs opérationnels, nommément Services d'infrastructure, Canada, États-Unis, Inde et Europe et Asie-Pacifique. Les deux secteurs opérationnels, Inde et Europe et Asie-Pacifique, dont les produits, résultats nets et actifs rapportés pour leur secteur respectif représentent moins de 10% des produits, du résultat net et des actifs totaux de la Société, ont été regroupés à des fins de présentation et sont présentés sous la rubrique « International ».

La gestion des activités de la Société s'effectue selon son modèle de prestation de services qui englobe les activités exercées pour les clients des régions respectives ainsi que les activités réalisées par son modèle mondial de prestation de services. Le secteur Services d'infrastructure intègre tous les services fournis aux clients à l'échelle mondiale aux fins de la gestion de leur infrastructure technologique. Le secteur opérationnel Inde englobe les services fournis aux clients à l'échelle mondiale par l'entremise des centres de prestation de services en Inde. Les autres secteurs sont divisés selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique : Canada, États-Unis, et Europe et Asie-Pacifique.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion en vigueur au 1^{er} octobre 2011. La Société a révisé sur une base rétrospective l'information sectorielle de la période comparative afin de se conformer à la nouvelle structure d'information sectorielle.

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011	Services d'infrastructure	Canada	États-Unis	International	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	179 182	435 759	520 064	90 648	1 225 653
Élimination des produits intersectoriels	(3 430)	(140 438)	(39 504)	10 142	(193 514)
Produits	175 752	295 321	480 560	80 506	1 032 139
Résultat avant les charges financières, les produits financiers, les autres produits, la quote-part du résultat net de la coentreprise et la charge d'impôt sur le résultat ¹	16 838	67 252	46 889	8 967	139 946
Charges financières					(5 286)
Produits financiers					457
Autres produits					5 646
Quote-part du résultat net de la coentreprise					3 996
Résultat avant impôt sur le résultat					144 759

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2011, l'amortissement inclus dans les résultats des secteurs Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et International était respectivement de 18 540 000 \$, 8 782 000 \$, 20 476 000 \$ et 2 229 000 \$.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

11. Information sectorielle (suite)

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010	Services d'infrastructure	Canada	États-Unis	International	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	225 233	441 536	525 966	88 223	1 280 958
Élimination des produits intersectoriels	(3 470)	(130 949)	(40 730)	(12 094)	(187 243)
Produits	221 763	310 587	485 236	76 129	1 093 715
Résultat avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les charges financières, les produits financiers, la quote-part du résultat net de la coentreprise et la charge d'impôt sur le résultat ¹	30 536	66 367	52 700	5 212	154 815
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration					(2 185)
Charges financières					(5 824)
Produits financiers					544
Quote-part du résultat net de la coentreprise					3 377
Résultat avant impôt sur le résultat					150 727

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'amortissement inclus dans les résultats des secteurs Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et International était respectivement de 20 109 000 \$, 10 070 000 \$, 20 848 000 \$ et 1 663 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la rubrique sommaire des principales méthodes comptables (note 3). Les produits intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces produits provenaient de tiers.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

12. Instruments financiers

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

		Au 31 décembre 2011	Au 30 septembre 2011	Au 1 ^{er} octobre 2010
	Comptabilisée à titre de	\$	\$	\$
Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Dette de 770 000 \$ US désignée comme instruments de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis (815 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 920 000 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Dette à long terme	783 090	846 703	947 416
Dette de 9 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (9 000 € au 30 septembre 2011 et 12 000 € au 1 ^{er} octobre 2010)	Dette à long terme	11 874	12 574	16 807
Couverture de flux de trésorerie liés aux produits futurs				
Contrats de change à terme de 75 400 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien (76 740 \$ US au 30 septembre 2011 et 130 380 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	5 743	6 497	8 918
	Autres actifs non courants	6 291	5 613	11 433
Contrats de change à terme de 75 239 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne (45 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 44 820 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	-	156	2 378
	Autres actifs non courants	-	1	1 121
	Autres créditeurs	2 430	-	-
	Autres passifs non courants	4 672	536	-
Contrats de change à terme de 89 145 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne (62 220 \$ au 30 septembre 2011 et 89 040 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres créditeurs	6 801	2 560	1 570
	Autres passifs non courants	6 490	2 554	3 396
Couverture de flux de trésorerie liés aux billets de premier rang non garantis en devise américaine				
Contrat de change à terme de 20 000 \$ US (20 000 \$ US au 30 septembre 2011 et 107 000 \$ US au 1 ^{er} octobre 2010)	Autres actifs courants	-	-	1 277
	Autres actifs non courants	156	565	763

Les relations de couverture de la Société ont été efficaces au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2011.

La Société estime qu'une tranche d'environ 1 591 000 \$ des pertes nettes non réalisées cumulées sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie au 31 décembre 2011 sera reclassée au résultat net au cours des 12 prochains mois.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS

Comme il est expliqué à la note 2, les présents états financiers consolidés résumés sont les premiers états financiers préparés selon les IFRS. IFRS 1 exige qu'une entité fasse une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS dans ses premiers états financiers annuels préparés selon les IFRS. La Société observera cette exigence dans ses états financiers consolidés annuels de 2012. IFRS 1 exige également la présentation d'informations financières comparatives. Par conséquent, la première date à laquelle ont été appliquées les IFRS est le 1^{er} octobre 2010 (« date de transition ») et les rapprochements des périodes respectives mentionnées sont présentés ci-après.

RAPPROCHEMENT DES PCGR DU CANADA ET DES IFRS

Selon les dispositions d'IFRS 1, les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les capitaux propres, les résultats, les résultats globaux et les flux de trésorerie consolidés présentés selon les PCGR du Canada avec ceux présentés selon les IFRS pour chacune des périodes concernées. Une analyse des ajustements, d'autres choix initiaux à l'adoption des IFRS ainsi que des états financiers consolidés sélectionnés pour les périodes comparatives sont présentés plus loin.

Rapprochement des capitaux propres consolidés

	Au 30 septembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 1 ^{er} octobre 2010
	\$	\$	\$
Total des capitaux propres présentés auparavant selon les PCGR du Canada	2 346 356	2 188 941	2 159 083
Différences ayant fait augmenter (diminuer) les capitaux propres présentés			
C Avantages du personnel	(1 845)	(1 213)	(1 213)
D Passifs relatifs au démantèlement inclus dans le coût d'une immobilisation corporelle	(899)	(879)	(903)
H Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle	452	517	539
I Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat	-	1 085	1 265
K Impôt sur le résultat	8 445	3 478	827
L Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle	-	(10 363)	(10 363)
N Contrats de location déficitaires	(3 278)	-	-
Total des ajustements	2 875	(7 375)	(9 848)
Total des capitaux propres selon les IFRS	2 349 231	2 181 566	2 149 235

Rapprochement du résultat net consolidé

	Exercice clos le 30 septembre 2011	Période de trois mois close le 31 décembre 2010
	\$	\$
Résultat net présenté auparavant selon les PCGR du Canada	435 065	126 574
Différences ayant fait augmenter (diminuer) le résultat net présenté		
H Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle	(87)	(22)
I Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat	(1 208)	(150)
J Paiements fondés sur des actions	(1 224)	(1 007)
K Impôt sur le résultat	5 103	1 262
L Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle	3 655	-
N Contrats de location déficitaires	(3 165)	-
Total des ajustements	3 074	83
Résultat net selon les IFRS	438 139	126 657

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du résultat global consolidé

	Exercice clos le 30 septembre 2011	Période de trois mois close le 31 décembre 2010
	\$	\$
Résultat global présenté selon les PCGR du Canada	435 241	93 619
Total des différences ayant fait augmenter le résultat net	3 074	83
Différences ayant fait augmenter (diminuer) les autres éléments du résultat global présentés		
C Avantages du personnel	(632)	-
D, I, K, N Écart de conversion sur les autres éléments du résultat global	559	(34)
	(73)	(34)
Résultat global selon les IFRS	438 242	93 668

Rapprochement des états consolidés des flux de trésorerie

L'état consolidé des flux de trésorerie n'a subi aucun changement important par suite de l'adoption des IFRS autres que ceux découlant de la comptabilisation de la participation dans la coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence, comme il est expliqué à l'ajustement M ci-dessous.

ANALYSE DES AJUSTEMENTS

Choix initiaux à l'adoption des IFRS

Voici la liste des exemptions facultatives de IFRS 1 appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS. Il n'a pas été tenu compte dans la présente analyse des exemptions qui n'ont pas été choisies, qui n'étaient pas applicables ou qui n'ont pas été jugées importantes pour la Société.

A. Regroupements d'entreprises

IFRS 1 permet l'application de IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (dans sa version révisée de 2008), de manière rétrospective ou prospective à la date de transition. Si le choix s'arrête sur l'application rétrospective, tous les regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant la date de transition devront être retraités. La Société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement IFRS 3. Par conséquent, aucun ajustement n'a été apporté au 1^{er} octobre 2010 à l'égard des regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition. IFRS 3 sera appliquée aux regroupements d'entreprises ultérieurs à cette date. De plus, comme la Société a choisi d'appliquer IFRS 3 de manière prospective, la norme IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, sera également appliquée de manière prospective. En raison de l'adoption anticipée du chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, selon les PCGR du Canada au 1^{er} octobre 2009, aucun ajustement n'a été nécessaire pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 étant donné que ce chapitre présentait des dispositions similaires à celles de IFRS 3.

B. Écarts de conversion

L'application rétrospective des IFRS requerrait que la société calcule les écarts de conversion cumulés selon IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, à partir de la date de création ou d'acquisition de la filiale jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet que les gains et les pertes de change cumulés soient remis à zéro à la date de transition. La Société a choisi d'appliquer cette exemption. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, la Société a renversé le solde de 413 021 000 \$ comptabilisé au titre des « pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes » ainsi que le solde de 76 806 000 \$ comptabilisé au titre des « gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes » inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global. La perte nette de 336 215 000 \$ a été comptabilisée comme une diminution de la perte au titre du cumul des autres éléments du résultat global, et une diminution correspondante a été imputée aux résultats non distribués. Cet ajustement n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

C. Avantages du personnel

IFRS 1 permet de comptabiliser tous les gains ou pertes actuariels cumulés reportés en raison de l'application de la méthode du corridor aux fins de la comptabilisation des régimes à prestations définies dans les résultats non distribués à la date de transition. La Société a choisi d'appliquer cette exemption. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les autres passifs non courants ont diminué de 780 000 \$, les passifs d'impôt différé ont augmenté de 209 000 \$ et les résultats non distribués ont augmenté de 571 000 \$. De plus, la coentreprise de la Société ayant appliqué la même exemption, la participation de la Société dans la coentreprise a diminué de 1 784 000 \$, et une diminution correspondante a été comptabilisée dans les résultats non distribués. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 et de la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'incidence de cet ajustement sur les états financiers consolidés était non significative.

Par suite d'une évaluation actuarielle effectuée au 30 septembre 2011, les autres passifs non courants ont augmenté de 849 000 \$, les passifs d'impôt différé ont diminué de 217 000 \$ et le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 632 000 \$.

D. Passifs relatifs au démantèlement inclus dans le coût d'une immobilisation corporelle

Au moment de l'adoption des IFRS, le passif de la Société relatif au démantèlement a été réévalué selon le taux d'actualisation prescrit par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Selon IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, des changements spécifiés dans un passif relatif au démantèlement sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif auquel ils correspondent; le montant amortissable ajusté de l'actif est ensuite amorti de manière prospective sur sa durée d'utilité restante. IFRS 1 offre au nouvel adoptant un traitement simplifié de l'historique des changements lorsqu'il évalue le passif relatif au démantèlement entre la date de début du passif et la date de transition. La Société a choisi d'appliquer la méthode d'évaluation des passifs relatifs au démantèlement stipulée dans IFRS 1. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les immobilisations corporelles ont diminué de 723 000 \$ et les provisions non courantes ont augmenté de 562 000 \$. À la suite de cet ajustement, les passifs d'impôt différé ont diminué de 184 000 \$, les actifs d'impôt différé ont augmenté de 198 000 \$ et les résultats non distribués ont diminué de 903 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011, un nouveau passif relatif au démantèlement a entraîné une augmentation des immobilisations corporelles et des provisions non courantes de 319 000 \$ après avoir été actualisé selon les IFRS. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 et la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'incidence de cet ajustement sur l'état consolidé du résultat était non significative.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date et au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison d'un écart de conversion sur l'ajustement du bilan d'ouverture.

E. Coûts d'emprunt

Selon IFRS 1, la Société peut décider de la date d'entrée en vigueur de IAS 23, *Coûts d'emprunt*. Ainsi, la Société a choisi d'appliquer IAS 23 à partir de la date de transition et capitalisera ainsi à l'actif les coûts d'emprunt liés à des actifs qualifiés dans le cas d'acquisitions, de constructions ou de développement qui commenceront à partir de la date de transition. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 et la période de trois mois close le 31 décembre 2010, aucun coût d'emprunt était éligible à la capitalisation.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

Exceptions obligatoires à l'adoption des IFRS

Voici la liste des exceptions obligatoires de IFRS 1 appliquées dans le cadre de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS.

F. Comptabilité de couverture

La comptabilisation de couverture ne peut être appliquée prospectivement qu'à partir de la date de transition aux transactions satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture à cette date selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Les relations de couverture ne peuvent pas être désignées rétrospectivement, et la documentation à l'appui ne peut être créée rétrospectivement. Ainsi, seules les relations de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture à la date de transition sont présentées à titre de couverture dans les résultats de la Société préparés selon les IFRS. L'application de cette exception obligatoire n'a donné lieu à aucun ajustement dans les états financiers consolidés.

G. Estimations

Les connaissances *a posteriori* n'ont pas été utilisées pour créer ou réviser des estimations. Les estimations effectuées par la Société selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées en raison de l'application des IFRS, sauf pour refléter toute différence de méthode comptable, le cas échéant.

Autres notes explicatives

H. Reprise de la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle

Selon les PCGR du Canada, il était interdit de reprendre une perte de valeur. Selon les IFRS, la reprise de pertes de valeur peut être comptabilisée à l'égard d'actifs autres que le goodwill lorsque certains critères sont satisfaits. À l'adoption des IFRS, la Société a repris une perte de valeur comptabilisée selon les PCGR du Canada à la suite de changements apportés aux flux de trésorerie attendus liés à une solution d'affaires. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, les immobilisations incorporelles ont augmenté de 779 000 \$, les passifs d'impôt différé ont augmenté de 240 000 \$ et les résultats non distribués ont augmenté de 539 000 \$.

La reprise de la perte de valeur a donné lieu à une charge d'amortissement additionnelle au cours de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les immobilisations incorporelles ont diminué et l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a augmenté de 126 000 \$, tandis que les passifs d'impôt différé et la charge d'impôt sur le résultat ont diminué de 39 000 \$. Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a augmenté de 32 000 \$ et la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 10 000 \$.

I. Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat

Selon les PCGR du Canada, les coûts liés à des contrats comprennent des coûts de transition et d'incitatifs étaient classés à titre d'immobilisations incorporelles. Selon les IFRS, les coûts liés à des contrats sont comptabilisés selon IAS 11, *Contrats de construction*, et ne sont plus admissibles à titre d'immobilisations incorporelles. À l'adoption des IFRS, la Société renversé une perte de valeur des coûts liés à un contrat qui avait été comptabilisée selon les PCGR du Canada étant donné qu'à la date de transition le contrat était rentable. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les coûts liés à des contrats ont augmenté de 2 095 000 \$, les passifs d'impôt différé ont augmenté de 830 000 \$ et les résultats non distribués ont augmenté de 1 265 000 \$.

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'amortissement inclus dans les coûts des services et aux frais de vente et d'administration a augmenté de 147 000 \$, les produits ont diminué de 101 000 \$ et la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 98 000 \$.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

I. Reprise de la perte de valeur des coûts liés à un contrat (suite)

Le contrat associé à la reprise de la perte de valeur a été résilié au cours du dernier trimestre de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011, la valeur comptable restante des coûts liés à un contrat a été renversée et ainsi, les coûts liés à des contrats et les passifs d'impôt différé ont diminué respectivement de 2 100 000 \$ et de 835 000 \$. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, les produits et la charge d'impôt sur le résultat ont diminué de respectivement 806 000 \$ et 793 000 \$, et les coûts des services et frais de vente et d'administration ont augmenté de 1 195 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date et au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

J. Paiements fondés sur des actions

Selon les PCGR du Canada, la juste valeur totale de l'attribution de paiements fondés sur des actions, calculée selon la méthode d'acquisition graduelle, était comptabilisée selon la méthode linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits. Selon les IFRS, chaque tranche d'une attribution calculée selon la méthode d'acquisition graduelle constitue une attribution distincte comportant chacune une date différente d'acquisition des droits et de juste valeur et doit être comptabilisée sur cette base. En raison de la différence de comptabilisation pour chaque attribution à base d'actions selon la méthode graduelle, le surplus d'apport a augmenté de 8 100 000 \$ au 1^{er} octobre 2010, et une diminution correspondante a été comptabilisée dans les résultats non distribués.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, l'ajustement s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport et des coûts des services et frais de vente et d'administration de 1 224 000 \$. Au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, l'ajustement s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport et des coûts des services et frais de vente et d'administration de 1 007 000 \$.

K. Impôt sur le résultat

Actifs ou passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Selon les PCGR du Canada, la valeur comptable d'un actif ou d'un passif acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises était ajustée pour tenir compte du montant correspondant de l'actif ou du passif d'impôt différé comptabilisé. Selon les IFRS, un actif ou un passif d'impôt différé ne peut être comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et que, au moment de la transaction, ne touche ni résultat comptable, ni le résultat imposable. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, la Société a comptabilisé une diminution des passifs d'impôt différé de 3 423 000 \$, des immobilisations incorporelles de 3 414 000 \$, des coûts liés à des contrats de 542 000 \$ et des actifs d'impôt différé de 5 049 000 \$, et des diminutions correspondantes de 895 000 \$ et de 4 687 000 \$ ont été imputées respectivement aux autres passifs non courants et aux résultats non distribués.

L'ajustement a donné lieu à une diminution de la charge d'amortissement au cours de l'exercice 2011. Par conséquent, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les immobilisations incorporelles ont augmenté et l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a diminué de 1 235 000 \$, les coûts liés à des contrats et les produits ont augmenté de 89 000 \$, et les passifs d'impôt différé et la charge d'impôt sur le résultat ont augmenté de 381 000 \$. Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010, l'amortissement inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration a diminué de 309 000 \$, les produits ont augmenté de 22 000 \$ et la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 95 000 \$.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

K. Impôt sur le résultat (suite)

Actifs ou passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (suite)

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date et au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison d'un écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

Paiements fondés sur des actions

Selon les PCGR du Canada, un actif d'impôt différé était comptabilisé selon la différence entre la charge comptabilisée et la déduction fiscale liée aux paiements fondés sur des actions. Selon les IFRS, l'actif d'impôt différé comptabilisé en fonction des paiements fondés sur des actions est ajusté chaque période pour refléter le montant de la déduction fiscale que recevrait la Société si les attributions étaient déductibles d'impôt au cours de la période considérée selon le cours actuel des actions. Si la déduction fiscale future estimative dépasse la charge cumulative des paiements fondés sur des actions, l'excédent de l'impôt exigible et de l'impôt différé associé doit être comptabilisé à titre de surplus d'apport. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les passifs d'impôt différé ont diminué de 5 514 000 \$ et les résultats non distribués ont augmenté de 2 129 000 \$, tandis que le surplus d'apport a augmenté de 3 385 000 \$.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, les passifs d'impôt différé ont diminué de 6 641 000 \$, le surplus d'apport a augmenté de 1 790 000 \$ et la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 4 160 000 \$. Au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, le surplus d'apport a augmenté de 1 417 000 \$ et la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 1 026 000 \$.

De plus, au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date et au 31 décembre 2010 et pour la période de trois mois close à cette date, un ajustement non significatif a été comptabilisé au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur l'ajustement effectué à la date de transition.

L. Engagement d'achat des actions en circulation de la participation ne donnant pas le contrôle

Selon les PCGR du Canada, la valeur des options de vente et d'achat pour acheter les actions restantes de Conseillers en informatique d'Affaires (« CIA ») était présentée en tant qu'engagement, mais n'était pas comptabilisée comme un passif. Selon les IFRS toutefois, elle doit être comptabilisée comme un passif. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, les fournisseurs et autres créiteurs ont augmenté de 10 363 000 \$, les capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle de 6 452 000 \$ ont été éliminés et les résultats non distribués ont diminué du solde restant de 3 911 000 \$.

Au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date, des capitaux propres additionnels de 256 000 \$ attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ont été renversés dans les résultats non distribués. De plus, CIA a racheté les actions de CIA détenues par la Société et la Société a acheté simultanément la partie des activités du bureau de CIA à Paris non encore détenue. Par conséquent, selon les IFRS, le passif lié aux options de vente et d'achat pour acheter les actions restantes de CIA totalisant 10 363 000 \$ a été renversé, et un gain de 3 655 000 \$ a été comptabilisé dans les autres produit à l'état consolidé du résultat.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

M. Comptabilisation d'une coentreprise

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait sa participation dans sa coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon la norme IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, les sociétés sont autorisées à comptabiliser toute participation dans une coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la mise en équivalence. À compter de la date de transition, la Société a choisi de comptabiliser sa participation dans sa coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. Par conséquent, les bilans consolidés ont été ajusté afin d'éliminer l'incidence de la consolidation proportionnelle et de comptabiliser la coentreprise de la Société à titre de participation dans une coentreprise, comme suit :

	Ajustement au 1 ^{er} octobre 2010	Ajustement au 30 septembre 2011
	\$	\$
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(19 295)	(21 550)
Créances clients	(9 527)	(9 456)
Travaux en cours	(1 318)	(9 137)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(7 646)	(3 763)
Total des actifs courants	(37 786)	(43 906)
Immobilisations corporelles	(669)	(645)
Coûts liés à des contrats	(478)	(479)
Immobilisations incorporelles	(1 207)	(864)
Autres actifs non courants	(638)	(321)
Actifs d'impôt différé	(362)	(381)
Participation dans une coentreprise	24 598	28 157
Total de l'actif	(16 542)	(18 439)
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	(5 940)	(7 424)
Rémunération à payer	(5 835)	(6 127)
Produits différés	(2 491)	(1 875)
Impôt sur le résultat	(1 343)	(2 019)
Total des passifs courants	(15 609)	(17 445)
Passifs d'impôt différé	(404)	(661)
Autres passifs non courants	(529)	(333)
Total du passif	(16 542)	(18 439)

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

M. Comptabilisation d'une coentreprise (suite)

Selon les PCGR du Canada, les montants ci-après ont été présentés à l'état consolidé du résultat. Selon les IFRS, en raison de l'application de la méthode de la mise en équivalence, les montants ont été enlevés des postes distincts et présentés sous un seul poste afin de refléter la quote-part du résultat net de la coentreprise dans l'état consolidé du résultat.

	Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011	Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010
	\$	\$
Produits	98 578	26 894
Charges opérationnelles		
Coûts des services et frais de vente et d'administration	80 080	22 836
Produits financiers	(207)	(51)
Perte de change	86	50
	79 959	22 835
Résultats avant impôt sur le résultat	18 619	4 059
Charge d'impôt sur le résultat	5 260	682
Quote-part du résultat net de la coentreprise	13 359	3 377

N. Contrats de location déficitaires

Les critères de comptabilisation de provisions à l'égard des contrats de location déficitaires font en sorte que les provisions sont comptabilisées plus rapidement selon les IFRS que selon les PCGR du Canada. Aucun ajustement n'a été effectué au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2010; cependant, au 30 septembre 2011, des provisions additionnelles à l'égard de contrats de location déficitaires ont dû être comptabilisées. Par conséquent, les provisions courantes ont augmenté de 1 532 000 \$, les provisions non courantes ont augmenté de 3 700 000 \$ et les passifs d'impôt différé ont diminué de 1 987 000 \$. Un montant de 722 000 \$ lié aux aménagements des locaux loués a été déduit du solde des immobilisations corporelles. De plus, les fournisseurs et autres créditeurs et les autres passifs non courants ont diminué de respectivement 87 000 \$ et 602 000 \$ en raison des crédits de loyer. Ces ajustements ont entraîné une augmentation de 5 091 000 \$ des coûts des services et frais de vente et d'administration et une diminution de la charge d'impôt sur le résultat de 1 926 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Par ailleurs, un ajustement non significatif a été comptabilisé au titre du cumul des autres éléments du résultat global en raison de l'écart de conversion sur les ajustements effectués à la date de transition.

Présentation des reclassements

O. Provisions

Selon les PCGR du Canada, les provisions pour les contrats de location déficitaires et autres étaient classées dans les postes fournisseurs et autres créditeurs ou autres passifs non courants. Les IFRS exigent que ces provisions figurent au bilan dans un poste distinct selon qu'elles soient classées courantes ou non courantes. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, un montant de 10 998 000 \$, auparavant classé dans le poste fournisseurs et autres créditeurs, a été reclassé dans le poste provisions courantes, et un montant de 8 703 000 \$, auparavant classé dans le poste autres passifs non courants, a été reclassé dans le poste provisions non courantes. Au 30 septembre 2011, un montant de 10 593 000 \$, auparavant classé dans le poste fournisseurs et autres créditeurs, a été reclassé dans le poste provisions courantes, et un montant de 23 091 000 \$, auparavant classé dans le poste autres passifs non courants, a été reclassé dans le poste provisions non courantes.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

P. Reclassement de l'impôt

Selon les PCGR du Canada, l'impôt différé était ventilé entre les composantes courantes et non courantes soit en fonction de l'actif ou du passif sous-jacent ou de la reprise prévue d'éléments non liés à un actif ou à un passif. Selon les IFRS, tous les actifs et les passifs d'impôt différé sont classés comme étant non courants. Ainsi, au 1^{er} octobre 2010, la tranche courante des actifs d'impôt futur de 16 509 000 \$ a été reclassée dans le poste actifs d'impôt différé, et la tranche courante des passifs d'impôt futur de 26 423 000 \$ a été reclassée dans le poste passifs d'impôt différé; au 30 septembre 2011, la tranche courante des actifs d'impôt futur de 3 522 000 \$ a été reclassée dans le poste actifs d'impôt différé, et la tranche courante des passifs d'impôt futur de 20 389 000 \$ a été reclassée dans le poste passifs d'impôt différé.

Q. Coûts liés à des contrats

Selon les PCGR du Canada, les coûts liés à des contrats composés de coûts de transition et d'incitatifs étaient classés dans le poste immobilisations incorporelles. Selon les IFRS, les coûts de transition et les incitatifs accordés sous forme de paiement en trésorerie ou d'instruments de capitaux propres sont présentés séparément dans le poste coûts liés à des contrats, et les incitatifs accordés sous forme de rabais sont présentés dans le poste créances clients. Par conséquent, au 1^{er} octobre 2010, des coûts de transition de 97 420 000 \$ et des incitatifs sous forme de paiement en trésorerie ou d'instruments de capitaux propres de 34 614 000 \$, auparavant classés dans le poste immobilisations incorporelles, ont été reclassés dans les coûts liés à des contrats, et un montant de 11 842 000 \$, auparavant classé dans le poste immobilisations incorporelles, a été reclassé dans les créances clients. Au 30 septembre 2011, des coûts de transition de 78 747 000 \$ et des incitatifs sous forme de paiement en trésorerie ou d'instruments de capitaux propres de 29 432 000 \$, auparavant classés dans le poste immobilisations incorporelles, ont été reclassés dans les coûts liés à des contrats, et un montant de 5 185 000 \$, auparavant classé dans le poste immobilisations incorporelles, a été reclassé dans les créances clients.

R. Reclassement de la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, un montant dû en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie existante, échéant dans les 12 prochains mois, était classé comme étant non courant au 30 septembre 2011, du fait que la Société avait conclu un financement par voie de placement privé dont le montant devait être prélevé au plus tard le 15 décembre 2011, et que la direction avait l'intention de rembourser une partie de la facilité de crédit renouvelable non garantie grâce au produit du placement privé. Selon les IFRS, l'intention de rembourser en ayant recours au produit du placement privé ne pouvant être envisagée, le montant dû en vertu de la facilité de crédit renouvelable non garantie est classé comme étant courant au 30 septembre 2011. Par conséquent, un montant de 493 478 000 \$, auparavant classé dans la tranche non courante de la dette à long terme, a été reclassé dans la tranche courante de la dette à long terme au 30 septembre 2011.

S. Coûts des services et frais de vente et d'administration

Selon les PCGR du Canada, la charge d'amortissement et les autres produits étaient présentés dans des postes distincts dans l'état consolidé du résultat. Selon les IFRS, la Société choisit de présenter les charges en se basant sur leur fonction. Par conséquent, pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, la charge d'amortissement de 211 372 000 \$ et une portion des autres produits de 75 000 \$ ont été reclassées dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. De plus, pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010, la charge d'amortissement de 50 220 000 \$ et les autres produits de 1 230 000 \$ ont été reclassés dans les coûts des services et frais de vente et d'administration.

ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS

Les rapprochements qui suivent présentent l'incidence des ajustements et des reclassements découlant du passage des PCGR du Canada aux IFRS sur le bilan consolidé à la date de transition et au 30 septembre 2011, et sur les états consolidés du résultat pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010 et pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du bilan consolidé

Au 1 ^{er} octobre 2010	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127 824	M	(19 295)	108 529
Placements courants	13 196		-	13 196
Créances clients	423 926	M, Q	2 315	426 241
Travaux en cours	358 984	M	(1 318)	357 666
Charges payées d'avance et autres actifs courants	76 844	M	(7 646)	69 198
Impôt sur le résultat	7 169		-	7 169
Impôt futur	16 509	P	(16 509)	-
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	1 024 452		(42 453)	981 999
Fonds détenus pour des clients	248 695		-	248 695
Total des actifs courants	1 273 147		(42 453)	1 230 694
Immobilisations corporelles	238 024	D, M	(1 392)	236 632
Coûts liés à des contrats	-	I, K, M, Q	133 109	133 109
Immobilisations incorporelles	516 754	H, K, M, Q	(147 718)	369 036
Autres actifs non courants	42 261	M	(638)	41 623
Actifs d'impôt différé	11 592	D, K, M, P	11 296	22 888
Participation dans une coentreprise	-	C, M	22 814	22 814
Goodwill	2 525 413		-	2 525 413
	4 607 191		(24 982)	4 582 209
Passif				
Passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	304 376	L, M, O	(6 575)	297 801
Rémunération à payer	191 486	M	(5 835)	185 651
Produits différés	145 793	M	(2 491)	143 302
Impôt sur le résultat	86 877	M	(1 343)	85 534
Provisions courantes	-	O	10 998	10 998
Impôt futur	26 423	P	(26 423)	-
Tranche courante de la dette à long terme	114 577		-	114 577
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	869 532		(31 669)	837 863
Obligations liées au fonds des clients	248 695		-	248 695
Total des passifs courants	1 118 227		(31 669)	1 086 558
Passifs d'impôt différé	170 683	C, D, H, I, K, M, P	18 177	188 860
Provisions non courantes	-	D, O	9 265	9 265
Tranche non courante de la dette à long terme	1 039 299		-	1 039 299
Autres passifs non courants	119 899	C, K, M, O	(10 907)	108 992
	2 448 108		(15 134)	2 432 974
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc.				
Résultats non distribués	1 196 386	B, C, D, H, I, J, K, L	(351 096)	845 290
Cumul des autres éléments du résultat global	(321 746)	B	336 215	14 469
Capital-actions	1 195 069		-	1 195 069
Surplus d'apport	82 922	J, K	11 485	94 407
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc.	2 152 631		(3 396)	2 149 235
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	6 452	L	(6 452)	-
	2 159 083		(9 848)	2 149 235
	4 607 191		(24 982)	4 582 209

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement du bilan consolidé

Au 30 septembre 2011	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	157 761	M	(21 550)	136 211
Placements courants	10 166		-	10 166
Créances clients	494 755	M, Q	(4 271)	490 484
Travaux en cours	400 203	M	(9 137)	391 066
Charges payées d'avance et autres actifs courants	104 170	M	(3 763)	100 407
Impôt sur le résultat	4 252		-	4 252
Impôt futur	3 522	P	(3 522)	-
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	1 174 829		(42 243)	1 132 586
Fonds détenus pour des clients	247 622		-	247 622
Total des actifs courants	1 422 451		(42 243)	1 380 208
Immobilisations corporelles	251 668	D, M, N	(1 767)	249 901
Coûts liés à des contrats	-	I, K, M, Q	107 242	107 242
Immobilisations incorporelles	407 887	H, K, M, Q	(115 754)	292 133
Autres actifs non courants	55 914	M	(321)	55 593
Actifs d'impôt différé	11 601	D, K, M, P	(1 719)	9 882
Participation dans une coentreprise	-	C, M	26 373	26 373
Goodwill	2 536 022		-	2 536 022
	4 685 543		(28 189)	4 657 354
Passif				
Passifs courants				
Découvert bancaire	75 538		-	75 538
Fournisseurs et autres créditeurs	321 745	L, M, N, O	(18 104)	303 641
Rémunération à payer	189 969	M	(6 127)	183 842
Produits différés	154 813	M	(1 875)	152 938
Impôt sur le résultat	53 841	M	(2 019)	51 822
Provisions courantes	-	N, O	12 125	12 125
Impôt futurs	20 389	P	(20 389)	-
Tranche courante de la dette à long terme	402 534	R	493 478	896 012
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	1 218 829		457 089	1 675 918
Obligations liées aux fonds des clients	244 660		-	244 660
Total des passifs courants	1 463 489		457 089	1 920 578
Passifs d'impôt différé	146 889	C, D, H, I, K, M, N, P	2 505	149 394
Provisions non courantes	-	D, N, O	27 672	27 672
Tranche non courante de la dette à long terme	603 147	R	(493 478)	109 669
Autres passifs non courants	125 662	C, K, M, N, O	(24 852)	100 810
	2 339 187		(31 064)	2 308 123
Capitaux propres				
Résultats non distribués	1 405 365	B, C, D, H, I, J, K, L, N	(347 766)	1 057 599
Cumul des autres éléments du résultat global	(321 570)	B, C, D, I, K, N	336 142	14 572
Capital-actions	1 178 559		-	1 178 559
Surplus d'apport	84 002	J, K	14 499	98 501
	2 346 356		2 875	2 349 231
	4 685 543		(28 189)	4 657 354

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

13. Transition aux IFRS (suite)

Rapprochement de l'état consolidé du résultat

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2010	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Produits	1 120 688	I, K, M	(26 973)	1 093 715
Charges opérationnelles				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	911 610	H, I, J, K, M, S	27 031	938 641
Amortissement	50 220	S	(50 220)	-
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration	2 185		-	2 185
Charges financières	5 824		-	5 824
Produits financiers	(595)	M	51	(544)
Autres produits	(1 230)	S	1 230	-
Perte de change	309	M	(50)	259
Quote-part du résultat net de la coentreprise	-	M	(3 377)	(3 377)
	968 323		(25 335)	942 988
Résultat avant impôt sur le résultat	152 365		(1 638)	150 727
Charge d'impôt sur le résultat	25 791	H, I, K, M	(1 721)	24 070
Résultat net	126 574		83	126 657
Résultat par action				
Résultat de base par action	0,47			0,47
Résultat dilué par action	0,45			0,45

Rapprochement de l'état consolidé du résultat

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011	PCGR du Canada		Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Produits	4 323 237	I, K, M	(99 295)	4 223 942
Charges opérationnelles				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 553 192	H, I, J, K, M, N, S	137 768	3 690 960
Amortissement	211 372	S	(211 372)	-
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration	3 675		-	3 675
Charges financières	19 395		-	19 395
Produits financiers	(3 759)	M	207	(3 552)
Autres produits	(3 917)	L, S	(3 730)	(7 647)
Gain de change	(3 279)	M	(86)	(3 365)
Quote-part du résultat net de la coentreprise	-	M	(13 359)	(13 359)
	3 776 679		(90 572)	3 686 107
Résultat avant impôt sur le résultat	546 558		(8 723)	537 835
Charge d'impôt sur le résultat	111 493	H, I, K, M, N	(11 797)	99 696
Résultat net	435 065		3 074	438 139
Résultat par action				
Résultat de base par action	1,64			1,65
Résultat dilué par action	1,58			1,59

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

14. Informations annuelles supplémentaires selon les IFRS

Des informations annuelles supplémentaires qui auraient été présentées dans les états financiers consolidés de la Société du 30 septembre 2011, si ces derniers avaient été préparés selon les IFRS, figurent ci-dessous. Certaines informations figurant normalement dans des états financiers annuels préparés selon les IFRS ont été omises ou résumées lorsqu'elles n'étaient pas considérées comme étant importantes pour comprendre l'information financière intermédiaire de la Société.

A. PROVISIONS

	Contrats de location déficitaires	Autres	Total
	\$	\$	\$
Au 1 ^{er} octobre 2010	13 078	7 185	20 263
Provisions additionnelles	23 192	4 589	27 781
Montants utilisés	(5 309)	(58)	(5 367)
Reprise de montants inutilisés	(1 879)	(1 850)	(3 729)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	328	190	518
Écart de conversion	293	38	331
Au 30 septembre 2011	29 703	10 094	39 797
Tranche courante	9 590	2 535	12 125
Tranche non courante	20 113	7 559	27 672

B. COÛTS DES SERVICES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011
	\$
Salaires et autres coûts liés aux membres ¹	2 343 015
Matériel informatique, logiciels et centres de traitement des données et autres coûts connexes	457 248
Honoraires professionnels et autres coûts liés à la main-d'œuvre contractuelle	494 292
Coûts immobiliers	170 859
Amortissement	210 450
Autres charges opérationnelles	15 096
	3 690 960

¹ Déduction faite des crédits d'impôt totalisant 111 832 000 \$.

C. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011
	\$
Intérêts sur la dette à long terme	18 224
Autres charges financières	1 171
	19 395

Notes des états financiers consolidés résumés

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2011 et 2010

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non audités)

14. Informations annuelles supplémentaires selon les IFRS (suite)

D. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011

	\$
Charge d'impôt exigible	
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	154 349
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(32 230)
Total de la charge d'impôt exigible	122 119
Charge d'impôt différé	
Charge d'impôt différé afférente à l'établissement et reprises des différences temporelles	(17 568)
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(4 855)
Total de la charge d'impôt différé	(22 423)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	99 696

La continuité des soldes d'impôt différé se détaille comme suit :

	Au 1 ^{er} octobre 2010	Comptabilisé dans le résultat	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé						
Fournisseurs et autres créditeurs et autre passifs non courants	13 720	10 944	217	-	3	24 884
Avantages fiscaux découlant des reports en avant de pertes fiscales	14 667	(3 316)	-	-	72	11 423
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	15 577	(2 145)	-	-	68	13 500
Rémunération à payer	33 550	(7 659)	-	1 790	673	28 354
Pertes non réalisées découlant des couvertures de flux de trésorerie	1 585	147	322	-	-	2 054
Provision pour créances douteuses	1 793	1 462	-	-	-	3 255
Autres actifs	1 810	(374)	43	-	(10)	1 469
	82 702	(941)	582	1 790	806	84 939
Provision pour moins-value	(4 346)	382	-	-	-	(3 964)
	78 356	(559)	582	1 790	806	80 975
Passifs d'impôt différé						
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	159 231	(25 455)	-	-	2 098	135 874
Travaux en cours	25 165	2 927	-	-	(2)	28 090
Goodwill	27 774	6 116	-	-	(400)	33 490
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	20 985	(6 229)	-	-	-	14 756
Gain non réalisé découlant des couvertures de flux de trésorerie	6 908	(79)	(3 318)	-	-	3 511
Autres passifs	4 265	(262)	856	-	(93)	4 766
	244 328	(22 982)	(2 462)	-	1 603	220 487
Impôt différé, montant net	(165 972)	22 423	3 044	1 790	(797)	(139 512)

Les différences temporelles associées aux filiales étrangères et à la participation dans la coentreprise de la Société pour lesquelles un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé s'établit à un montant de 638 285 000 \$ (514 326 000 \$ en 2010).

Les résultats non distribués des filiales étrangères de la Société sont considérés réinvestis indéfiniment. Si ces résultats étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à des retenues d'impôt à la sources. La Société n'est pas en mesure d'estimer le montant des retenues d'impôt liées à ces résultats non distribués étrangers.